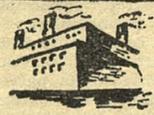


# C.N.T. A.I.T. Le combat



## SYNDICALISTE



De chacun  
selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail  
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun  
selon ses besoins

**L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes**

27<sup>e</sup> année - Nouvelle série, N° 122

20 FRANCS

VENDREDI 2 JUILLET 1954

## Le VI<sup>e</sup> Congrès de la C. N. T.

Notre VI<sup>e</sup> Congrès confédéral a vécu !

Il fera date dans les annales du mouvement syndicaliste révolutionnaire. Conscients des importantes responsabilités qui leur incombent, les délégués, rassemblés salle Ferrer, vieille Bourse du Travail, à Marseille, se penchèrent longuement sur les nombreuses questions portées à l'ordre du jour. Trois jours pleins ne suffirent pas pour épuiser celui-ci et une séance supplémentaire, de nuit, fut nécessaire pour y parvenir.

La C.A.C. et son bureau, qui, depuis deux ans, travaillaient d'arrache-pied pour faire de notre C.N.T. le pôle attractif de tous ceux qui luttent pour l'émancipation du prolétariat, sont rentrés dans le rang, pleinement satisfaits puisque nantis de la confiance et de l'approbation d'une confortable majorité.

Le Congrès fit la démonstration éclatante que le reproche fait à la C.N.T., sur son affinité, par certains puristes, était sans fondement et que notre organisation est beaucoup plus préoccupée d'action pratique que de philosophie.

Faisant preuve d'une rare objectivité, les délégués adoptèrent des positions nettes, ne prêtant à aucune équivoque.

Un magistral coup de barre a été donné, redressant le navire qui, sous la direction de pilotes mal inspirés, s'était quelque peu écarté du but vers lequel il voguait à nouveau, vent en poupe.

Entre la perspective de devenir une organisation de « masse », « représentative », inféodée au régime capitaliste, à l'Etat, et celle de rester un groupement moins imposant, important malgré tout par son nombre, fidèle aux principes des pionniers du syndicalisme révolutionnaire, les Pelloutier, Pouget, etc., la C.N.T. s'est prononcée sans hésitation, catégoriquement, pour la seconde solution qui, n'en déplaise à ses détracteurs, se révèle plus valable que jamais.

La lecture de la résolution sur l'orientation, adoptée par le Congrès, reproduite d'autre part, démontrera parfaitement l'importance du travail accompli. Ce document, pourtant rédigé à la hâte, indique avec clarté notre position face aux tâches présentes et futures — salaires, regroupement syndical, participation aux conseils économiques mixtes, instauration d'un nouveau régime économique — ; il démontre aussi avec le même éclat à ceux qui se demandent : « De quoi meurt la C.N.T. ? » que la « moribonde » n'est pas en aussi mauvaise posture qu'ils le supposent, que de beaux jours lui seront encore dévolus.

La pérennité de celle-ci sera assurée par la persévérance, l'esprit révolutionnaire du contingent, sans cesse renouvelé, de ses militants œuvrant, en dehors de toute considération personnelle, sous le signe de la solidarité, pour l'amélioration de la condition de tous ceux qui souffrent, de tous ceux qui sont opprimés.

La C.N.T. continue ! Son VI<sup>e</sup> Congrès confédéral en a été la magnifique démonstration.

Formulons le vœu que le suivant marquera son épanouissement total.



## Effets funestes du pool charbon - acier

Les difficultés que rencontre le pool du charbon et de l'acier ne sont pas pour désarmer les sceptiques de la première heure sur la ténacité de ce plan élaboré par un homme bien au courant de la question, puisqu'il est marchand de cognac.

De récentes informations nous apportent une raison confirmant notre pessimisme. En effet, grâce à l'apport substantiel de l'aide américaine, les usines sidérurgiques du Nord et de l'Est ont été pourvues d'un outillage analogue à celui des usines américaines. Une concentration de la production conduit à l'abandon de la méthode adoptée lors de la drôle de guerre qui essaima les usines dans les régions du Centre et du Sud-Ouest pour les soustraire aux attaques ennemies.

L'attribution des fameuses commandes off-shore, voire celles devant faire face à la coûteuse et inutile guerre d'Indochine, a constitué un lourd handicap pour ces usines situées en dehors des centres de production de matières premières. C'est ainsi que l'une des grandes affaires industrielles du Gard, la Société des Mines, Fonderies et Forges d'Alès, dont on annonce une situation financière difficile, pour une cause qu'on dissimule adroitement, se trouve contrainte de réduire son activité.

Un programme de compression énergétique s'est révélé nécessaire au Conseil d'Administration de cette firme qui va se traduire par le licenciement d'environ un dixième du personnel ouvrier et employé.

Des cas analogues se présentent dans les fonderies du bassin d'Aquitaine qui vont amener une situation tragique pour une partie du personnel.

Du côté minier, la situation est aussi angoissante. La répartition du charbon pour l'ensemble des bassins a provoqué des fermetures de puits en 1953 allant de quatre jours et demi en moyenne dans la Loire, à deux mois pour la Provence, en pas-

LALIME.  
(Suite page 4)

19 Juillet

## L'A.I.T. doit organiser la lutte

LE 19 juillet 1936, répliquant irrésistiblement au putsch déclenché par la clique militaire, dirigée par Franco, le prolétariat espagnol, sous l'impulsion de la C.N.T. et de la F.A.I., prit les armes et, en quelques jours, rétablit à son avantage une situation considérée absolument désespérée.

L'ennemi neutralisé, il fallut s'organiser rapidement. Nos camarades donnèrent là une magnifique démonstration de leur capacité réalisatrice. Complètement livrés à eux-mêmes, ils s'attelèrent à la tâche surhumaine qui consistait à assurer la vie économique du pays et organiser la guerre libératrice.

Trois ans durant, une lutte farouche se poursuivit. Trahis ou abandonnés par ceux en qui ils avaient placé tous leurs espoirs, les meilleurs fils que comptait l'Espagne, submergés, mais refusant de s'avouer vaincus, furent contraints à l'exil. Les camps de Gurs, Argelès, de sinistre mémoire, furent l'aboutissement de cette poignante épopée.

Dix-huit années se sont écoulées depuis qu'elle débuta. Des événements formidables, plusieurs guerres, ont bouleversé le monde.

La C.N.T. espagnole, à l'intérieur comme en exil, avec une persévérance inimaginable, s'est reconstituée. Front haut, ses militants incorruptibles continuent, contre Franco, une lutte implacable, donnant au prolétariat international une belle leçon de courage.

Pourtant, le bourreau responsable des massacres de Guernica, Badajoz, Almería, est toujours là, plus puissant, plus arrogant que jamais, conscient de l'appoint que représente, pour lui et son régime, l'appui du Vatican et des U.S.

Faut-il en déduire que tout espoir

est perdu, que l'ignoble assassin est assuré de l'impunité, qu'il mourra dans son lit, en bon général qui se respecte ?

Non !

Franco n'échappera pas au châtiement qu'il mérite. Tout comme Hitler et Mussolini, il disparaîtra couvert d'opprobre ; beaucoup plus tôt peut-être que nous ne le prévoyons.

Aussi, notre vigilance ne doit pas se ralentir un instant et en attendant l'occasion propice nous devons continuer à travailler au regroupement des forces saines du syndicalisme révolutionnaire pour en faire un bloc compact, homogène.

Voir clair, ne pas surestimer ses forces, ne pas s'illusionner sur l'aide qu'on peut attendre de ceux qui se réclament de l'antifascisme, de la démocratie, des syndicats libres. De graves erreurs ont été commises sur ce point. IL NE FAUT PAS LES REPETER.

Qu'on n'oublie pas que les plus  
(Suite page 4)

## SUPER TRAVAIL

dans le bâtiment

Un mal terrible ronge les ouvriers du bâtiment : le travail à tâche, au mètre, au forfait. Il a atteint depuis longtemps la corporation des carreleurs et ceux-ci se battent parmi des chiffres nombreux pour savoir combien telle pose de telle plinthe, de tel quart-de-rond, de tels, etc., doit leur rapporter.

Il s'implante de plus en plus dans les autres corporations du bâtiment et du bois, notamment chez les plâtriers et les briqueteurs.

Oh ! certes, il amène de gros salaires ; si ce mot de « salaire » est encore juste dans ce cas, car cela devient plus exactement un contrat de collaboration en quelque sorte avec le patron, rapportant des payes élevées aux compagnons se prêtant à une telle besogne, mais aussi des super-bénéfices au patronat. Collaboration qui ne peut nuire en fin de compte qu'à l'ensemble des ouvriers du bâtiment et au mouvement syndical.

Travail nuisible pour les intéressés eux-mêmes. L'appât d'un gain élevé les fait suer à la tâche pendant non seulement 48 heures la semaine, mais 50, 60 heures ou même plus, et certains imbéciles vont jusqu'à bosser le dimanche. A quoi leur servira tout ce fric gagné le temps où ils seront à bout de force, le jour où le chômage les atteindra, chômage déjà ancré dans le bâtiment, aussi paradoxal que cela puisse paraître dans une branche d'industrie où le travail ne devrait pas manquer.

Travail nuisible pour les garçons, les manœuvres qui les servent, se crevant, souvent à 120 balles de l'heure, pour ces nouveaux ouvriers bourgeois. Et un camarade nous cite le cas d'une différence de « salaires » de 10.000 francs par semaine entre

compagnon briqueteur et garçon.

Travail nuisible pour le mouvement ouvrier, syndical, et de ce fait pour l'ensemble des gars du bâtiment. La combativité ouvrière diminue. Ces ouvriers bien payés arrivent à se moquer éperdument des revendications ouvrières. Ils se contentent de la classe ouvrière. Les compagnons qui, volontairement ou non, ne se prêtent pas à ce jeu diabolique, les manœuvres, ont plus de mal à arracher des salaires élevés, l'éventail hiérarchique s'étale d'une manière ignoble, la division, la désolidarisation entre ouvriers s'accroît, le manœuvre, super-exploité, se retrouve seul pour défendre son maigre biffeck. Les heures supplémentaires ne se comptent plus pour ces ouvriers productivistes, pour les garçons qui les servent, pour les travailleurs payés à l'heure qui dans l'impossibilité de ce fait de faire augmenter leur salaire se laissent tenter par ces heures supplémentaires. Et de tout cela le syndicalisme et ses perspectives ouvrières meurent pour le plus grand profit du patronat, et celui tout relatif de ces travailleurs à tâche.

La C.N.T. lutte pour des salaires élevés mais d'une manière qui ne doit pas profiter au patronat, comme c'est le cas dans le travail à tâche, au mètre, au forfait, mais au contraire d'une façon permettant l'écrasement du capitalisme. Ses revendications sont un retour au pouvoir d'achat de 38, basé sur 40 heures par semaine, premières étapes dans une lutte jusqu'à disparition du patronat. Revendications égales pour tous, anti-hiérarchiques, contre toutes normes de productivité.

L'assemblée générale du S.U.B. PIERROT-LE-MANŒUVRE.  
(Suite page 4)

# COMMUNIQUÉS

## NOS NOUVEAUX RESPONSABLES

Le Bureau Confédéral issu du 6<sup>e</sup> Congrès de la C.N.T. a été constitué comme suit :

Secrétaire général : Yves Pri-  
gent ;

Secrétaire à la Propagande :  
Emile Akoun ;  
Trésorier confédéral : André  
Maille ;  
Administratrice du « C.S. » :  
Armonia Munoz.

## CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9<sup>e</sup>)  
PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche,  
de 14 à 18 heures.  
TELEPHONE : TRUdaine : 78-64.

## TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour  
d'Auvergne, Paris (9<sup>e</sup>). C. C. P.  
11300-50 Paris.

## 2<sup>e</sup> UNION REGIONALE

Adresser la correspondance à  
Charles MARTIN, secrétaire, 37,  
rue Pernety, Paris-14<sup>e</sup>.

## BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédé-  
ration du Bâtiment et le S.U.B.  
doit être adressé à Maurice  
ARONDEL, 100, rue Doudeau-  
ville, Paris-18<sup>e</sup>. C.C.P. 6261-16  
Paris.

## ADMINISTRATEUR DU COMBAT SYNDICALISTE

André RAUX, 37, rue du Re-  
gard à Soisy-sous-Montmorency  
(S.-et-O.). C.C.P. 233-92 Paris.

## S.U.B. - ASSEMBLEE GENERALE

Dimanche 18 Juillet à 9 heures à  
la « Chope du Combat », 2, rue  
de Meaux, Paris-19<sup>e</sup>. Métro : Fabien

## Syndicat des Employés

Réunion du Syndicat le pre-  
mier jeudi de chaque mois, à  
20 h. 30 au siège, 39, rue de la  
Tour d'Auvergne.

## CHEMINOTS

Permanence au siège tous les  
jours, sauf samedi, de 14 à 18 heu-  
res.

Pour la trésorerie, adresser les ver-  
sements à Tersida Vergnolle, 76, rue  
Turbigo, à Paris (3<sup>e</sup>). C. C. P.  
11.198.21.

## ATTENTION!

**Les trésoriers locaux et régionaux  
sont priés de noter l'adresse et le compte  
courant du nouveau trésorier.**

# DANS NOS RÉGIONS

## 6<sup>e</sup> UNION REGIONALE

Pour tout ce qui concerne le Se-  
crétariat régional, s'adresser au ca-  
marade Yvon Bonnet, C.N.T., Bourse  
du Travail, Place St-Sernin, à Tou-  
louse (H.-G.).

Pour la trésorerie régionale  
s'adresser au camarade Vicente Jo-  
seph, boulevard de la Marne, Pont-  
des-Demoiselles, à Toulouse (H.-G.).  
C.C.P. Toulouse 1537-88.

## 8<sup>e</sup> UNION REGIONALE

### MEETING D'INFORMATION

Le dimanche 4 juillet 1954, à 10  
heures, dans l'amphithéâtre de l'An-  
cienne Bourse du Travail, 42, rue de  
Lalande, à Bordeaux.

Les méfaits des coefficients hié-  
rarchiques.

Ce que propose la C.N.T.  
Travailleurs, assistez nombreux à  
ce meeting. Aidez la C.N.T. dans  
sa lutte vers l'émancipation totale  
de la classe ouvrière.

Les revendications de salaires.

Les Syndicats de la 8<sup>e</sup> U.R.

# Librairie

### Livres d'éducation sexuelle

C. ALBERT. — L'Amour libre. 300,  
330.  
ARMAND. — Amour libre et liberté  
sexuelle. 20, 30.  
A. BINET. — L'Amour et l'émotion  
chez la femme. 240, 270.  
A. BINET et J. HARTEMANN. —  
Les Rapports sexuels et leurs défi-  
ciences chez la femme. 240, 270.  
Dr P. CHAVANON. — Nous, les...  
Cobayes. 380, 410.  
Dr MARCHAL et O.-J. de MERO. —  
La Liberté de la conception. 450,  
480. Le Calendrier de la femme  
(annuel). 180, 190.  
Dr PELLETIER. — L'Émancipation  
sexuelle de la femme. 80, 110.  
M<sup>e</sup> J. VASSIVIERE. — La Virginité  
chez la jeune fille. 30, 45.

### Livres et Brochures d'éducation

V. ALBA. — Le Mouvement ouvrier  
en Amérique latine. 550, 595.  
P. BESNARD. — L'Éthique du syn-  
dicalisme. 50, 80. Le Monde nou-  
veau. 180, 210. La Paix. 100. 150.  
J. de CASTRO. — Géopolitique de la  
Faim. 990, 1.035.  
E. CHAUMEL. — Histoire des che-  
minots et leurs syndicats. 280, 310.  
M. COLLINET. — Essai sur la con-  
dition ouvrière. 510, 555. Esprit du  
syndicalisme. 550, 595.  
J. DANOS et GIBELIN. — Juin 36.  
550, 595.  
E. DOLLEANS. — Féminisme et  
mouvement ouvrier, la vie de G.  
Sand. 420, 450. Histoire du mou-  
vement ouvrier. T. I 1830-1871. 450,  
495. T. II 1871-1936. 450, 495.  
E. DOLLEANS et M. CROZIER. —  
Mouvement ouvrier et socialiste.  
Angleterre, France, Allemagne,  
Etats-Unis, 1750-1918. 1.500, 1.600.

M. DOMMANGET. — Histoire du 1<sup>er</sup>  
Mai. 750, 795.  
J. JACQUES. — Vie et mort des  
corporations. 125, 155.  
P. LOUIS. — Histoire du mouvement  
syndicaliste en France. T. I 1789-  
1918. 300, 330. T. II 1918-1948. 300,  
330.  
R. LAMBERET. — Mouvements ou-  
vriers et socialistes. L'Espagne  
(1750-1936). 645, 700.  
A. LEONETTI. — Mouvements ou-  
vriers et socialistes. L'Italie (des  
origines à 1922). 570, 615.  
J. MAITRON. — Le Syndicalisme ré-  
volutionnaire. Paul Delassalle. 550,  
A. MARC. — Avènement de la Fran-  
ce ouvrière. 300, 345.  
MUSEE SOCIAL (Le). — Guide pra-  
tique des A.S. et de la retraite des  
vieux travailleurs. 250, 280.  
F. PELLOUTIER. — Histoire des  
Bourses du travail. 300, 345.  
M. RAGON. — Histoire de la litté-  
rature ouvrière. 510, 540.  
J. RENNES. — Le Syndicalisme  
français. 300, 345.  
W. VOGT. — La Faim du Monde.  
450, 495.  
WALLING. — Le Mouvement ouvrier  
et la Démocratie aux E.-U. 300,  
370.  
G. WOODCOCK et I. AVAKOUM-  
VITCH. — Pierre Kropotkine. Le  
prince anarchiste. 790, 835.

## EXPEDITION:

Pour les recommandés joindre  
40 francs par colis, en plus.

C. C. Postal de la Librairie,  
Paris C. C. 7.473-08, M. Mar-  
cheti Robert, 1, rue Dulaure, Pa-  
ris (20<sup>e</sup>).

# De force, nous sommes des révoltés

L'argent roule, coule, fructifie, ce-  
la pour une classe bien spécifiée de  
notre société capitaliste : la classe  
possédante, la classe bourgeoise. Et  
si les nuits peuvent nous montrer  
les orgies des boîtes nocturnes où ces  
messieurs font la foire, quittes, par  
ailleurs, à prêcher la morale ou à  
mépriser l'ouvrier qui boit pour ou-  
blier souvent sa misère, son taudis,  
sans avoir besoin de la nuit et des  
boîtes pour se cacher.

Si les hivers rigoureux pour nous,  
peuvent nous montrer tous ces snobs  
argentés se hâtant vers les sports  
d'hiver, les étés étalent l'opulence  
de formes souvent peu esthétiques,  
sur les plages mondaines ; on les  
voit, usant de riches bagnoles — ces  
« poubelles roulantes », comme le  
criait un jeune copain de la mouise  
— poubelles de luxe fonçant, se mo-  
quant éperdument des jeunes « auto-  
stoppeurs » aux maigres ressources,  
brûlant d'atteindre leurs terres de  
plaisir : Côte d'Azur, montagne, mer  
ou campagne, entassant dans leur  
carrosserie papa, maman, les gosses,  
la belle famille bien de chez nous  
quoi ! en route vers le repos d'une  
année bien gagnée sur le dos des  
prolétaires de tout âge, de l'âge ten-  
dre de l'enfance, déjà misérable, à  
celui de la retraite, maigre repos  
(quand cela est un repos) avant de  
mourir de misère.

C'est pour remplacer un jour cette  
société pourrie, pour la remplacer  
par le communisme libre, le vérita-  
ble communisme, que nous combat-  
tons tous les jours par le syndica-  
lisme révolutionnaire. Et dans ce  
combat, nous luttons pour des reven-  
dications répondant aux réels besoins  
actuels de la classe ouvrière, qui,  
tout en apportant un peu de mieux-  
être passager, doivent viser avant  
tout à l'écrasement du capitalisme.

La voix de la justice ne peut être  
étouffée. La justice pour tous. Et  
les jeunes ont leur voix, leurs reven-  
dications à faire entendre. Ils four-  
nissent autant d'effort au travail que  
leurs camarades adultes et pour cela  
revendiquent la suppression de  
l'abattement d'âge, l'assurance du  
travail avant et après l'esclavage  
militaire, un apprentissage réel pour  
tous, des vacances saines, la sup-  
pression de l'exploitation forcée de  
gosses et de jeunes, comme cela se  
produit dans des usines de produits  
chimiques, ou de textile chez nos  
seurs de travail. Ils ne veulent pas  
être des mousses employés à pro-  
curer la boisson sur les chantiers.  
Bien d'autres revendications de jeun-  
es sont à poser. Aux jeunes de les  
découvrir, de combattre pour leur  
aboutissement en liaison avec les ca-  
marades plus âgés, dont les prob-  
lèmes de vie sont inséparables, en  
militant dans les syndicats, en se-  
coursant les artifices bourgeois pou-  
vant les détourner de la lutte vitale.  
Certes, le sport, le camping, les  
loisirs nous sont nécessaires, jeunes  
camarades, mais ils ne doivent pas  
nous faire délaisser la lutte du syn-  
dicalisme, la lutte révolutionnaire.

Car le capitalisme nous oppresse  
toute notre vie. Un de ses aboutis-  
sements nous guette spécialement :  
le chômage.

Chômage s'étendant aux jeunes  
pour les embrigader dans une solu-  
tion de facilité : l'armée. Combien de

jeunes que la misère assaillait, trom-  
pés par les affiches mettant en relief  
l'aventure, le goût de l'action, l'ar-  
gent, se sont engagés dans cette  
horrible tuerie d'Indochine ! Je ne  
leur jette pas la pierre, mais les  
jeunes syndicalistes révolutionnaires,  
malgré la misère, malgré le chô-  
mage, crient : « Non ! à la guerre.  
Non ! à l'armée ! ». Et nous sa-  
luons nos camarades belges qui, par  
leur rébellion, soutenue par la classe  
ouvrière, s'élevèrent contre une pro-  
longation du service militaire ; nous  
saluons les jeunes objecteurs de con-  
science qui, même si leur révolte re-  
lève d'un sentiment religieux, re-  
fusent, au prix de la prison, le ser-  
vice militaire.

Penons garde ! Le capitalisme, de-  
puis l'âge de l'école, tente de nous  
masquer son véritable visage. L'édu-  
cation de la jeunesse est déformée  
par une éducation adaptée aux be-  
soins du régime en un mot une édu-  
cation bourgeoise (qu'elle soit laï-  
que ou religieuse) alors qu'une édu-  
cation supérieure, permettant l'accès  
à des professions telles que l'ensei-  
gnement, la médecine, la technique,  
est réservée à une classe bien déter-  
minée : la classe bourgeoise.

Prenez garde à ce capitalisme  
qui crée sa morale hypocrite, aidée  
par les religions, morale qui détourne  
des vrais problèmes, morale qui  
tend à nous cacher notre propre mi-  
sère.

Elle y a presque parfaitement  
réussi en cachant (ou en l'englobant  
dans une charité morbide), la misère  
d'une grande partie de la jeunesse  
et de l'enfance prolétaire : celle des  
abandonnés, des toulards, des vaga-  
bonds. Face à la démagogie charita-  
ble d'allocations familiales, mal com-  
prises, des colonies de vacances pa-  
ternalistes où l'on apprend aux gos-  
ses à saluer le torchon tricolore, à  
suivre les pas de moniteurs, des  
orphelinats religieux couverts par les  
cornettes des bonnes sœurs, je veux  
crier ici la haine de milliers de gos-  
ses, de millions de jeunes qui n'ont  
pas demandé à vivre, mais puisqu'ils  
sont sur cette terre, veulent vivre  
en dehors d'une misère que le capi-  
talisme cache soigneusement. Je le  
fais en jeune syndicaliste, car si  
l'Association Internationale des Tra-  
vailleurs combat la guerre, combat  
l'armée, il est nécessaire de savoir  
que cette armée recrute ses merce-  
naires bien souvent dans cette jeu-  
nesse de la mouise, dans cette jeu-  
nesse que la bourgeoisie a emprison-  
née dans sa morbide charité, de l'As-  
sistance Publique aux centres dits  
de rééducation.

Je le fais en syndicaliste, car j'ai  
vécu cette misère, avec des jeunes,  
avec des gosses ; pour sortir de cette  
déchéance, il faut détruire le régime  
de profit pour la bourgeoisie, de fa-  
mine pour nous ; cette destruction  
du capitalisme est précisément le  
rôle de la C.N.T., de l'A.I.T., du syn-  
dicalisme révolutionnaire.

Nous accusons le capitalisme de  
la misère des gosses, de nos taudis,  
misère des zones qui apporte une  
atmosphère de cris, de pleurs, de  
scènes d'ivresse, de maladie et de  
mort. Et l'humiliation que constitue  
la visite de l'Assistante sociale hys-  
térique, de la jeune pucelle bien-pen-  
sante et très charitable des œuvres  
de M. le Curé, nous écœure. Misère

des gosses martyrisés par des pa-  
rents dégénérés par cette vie de  
chiens, misère des gosses de mari-  
niers laissés sans instruction, les prix  
de pensions étant trop élevés par  
rapport au salaire du marinier.

Nous accusons le capitalisme de la  
masturbation collective du cerveau  
de nos gosses, par l'idée de patrie,  
de hiérarchie, de morale, d'esclaves,  
comme nous accusons les religions  
de venir prêter main-forte à cette  
aliénation du cerveau.

Nous accusons le capitalisme du  
vagabondage de bien des gosses, qui  
dès l'âge de 8 ans, contractent le  
vice de voler, de mentir, voire de  
tuer pour subsister, cela à l'image  
d'une société qui vole, ment, tue  
tous les jours, dans la légalité.

Nous accusons le capitalisme  
d'avoir offert à ces gosses par la  
vindictte bourgeoise, appelée justice,  
les centres de rééducation où l'on  
inculque le respect du chef, le mou-  
chardage, l'idée de Patrie et de Reli-  
gion, centres de rééducation où l'on  
noie la personnalité dans l'uniforme  
et les hurlements d'ordres, comme  
à Montesson, centre de rééducation,  
demeure une véritable prison, comme  
à Juvisy, centre où l'on appellera  
l'armée à l'aide et où l'on offrira à  
cette jeunesse des débouchés dans  
cette armée, comme à Dijon, centre  
de rééducation où des idiots d'édu-  
cateurs se feront un plaisir de com-  
mander, incapables de faire d'autres  
travaux dans la vie, que celui de  
flic ou de juteux, éducateurs et di-  
recteurs de centres vivant ainsi par  
les gosses, parfois scandaleusement,  
comme au centre des Rosières, de  
Troyes.

Nous accusons le capitalisme et  
son Assistance Publique où l'on en-  
verra les gosses dans les départe-  
ments morts du Lot et de la Creuse,  
au profit de cultivateurs parfois ri-  
ches, parfois misérables, mais où ces  
gosses ne seront pas heureux. Nous  
l'accusons de faire apprendre parfois  
un métier à ces jeunes sans tenir  
compte de leurs désirs.

Nous accusons le capitalisme de la  
misère des gosses malades, des gos-  
ses de sanas, des gosses crevant de  
faim sur toute la surface de la terre,  
crevant de froid comme cet hiver,  
des gosses orphelins de Corée, d'In-  
dochine, des colonies où la répression  
s'abat impitoyable et où la vie de  
l'enfant n'est même pas respectée,  
des filles du prolétariat amenées par  
la misère à vendre leur chair au  
profit des souteneurs, jusqu'à être  
exportées en Afrique du Nord dans  
les « bousbois » du hideux pacha de  
Marrakech, le salaud nommé El  
Glaoui, digne serviteur des capitaux,  
des flics et des militaires français.  
Nous n'oublions pas non plus la mi-  
sère morale des gosses Rosenberg,  
des gosses Finaly.

Nous accusons le capitalisme de  
n'offrir à ces jeunes, misérables,  
qu'une solution : l'Indochine. Le jour  
où la France hystérique chialait la  
perte du boucher pédéraste De Lat-  
tre de Tassigny, partait de Pontoise  
un contingent composé pour les deux  
tiers des jeunes de l'Assistance Pu-  
blique.

C'est pourquoi, jeunes de la moui-  
se, nous crions notre haine à la face  
de la bourgeoisie, bourgeoisie inca-

(Suite page 3.)

## LES JEUNES ET L'ACTION MILITANTE

Les esprits chagrins pour s'excuser  
de leur inaction, s'en prennent  
aux jeunes qu'ils accusent ouverte-  
ment de « je m'en foutisme », parce  
qu'ils veulent une autre ambiance  
d'existence ou de méthodes de luttes.  
Ainsi, par notre prétendue faute,  
nous recuions devant nos exploiters,  
peu soucieux de progrès social.

Certes, avant comme après la pre-  
mière guerre mondiale, bien des  
avantages sociaux que nous possé-  
dons encore, ont été obtenus par le  
courage et la persévérance des an-  
ciens.

Depuis, l'apathie des foules, l'in-  
différence des jeunes ont répondu  
aux sirènes politiciennes tandis que  
la division rongée le mouvement ou-  
vrier acculé à la défensive.

Ce mal est-il imputable à la jeune  
génération ?

Non ! car bien souvent, nous ne  
manquons ni de flamme ni d'enthousiasme,  
en particulier pour la défense  
de nos idéaux et conditions de vie.

Les guerres subies nous ont pro-  
fondément marqués. Outre la sous-  
alimentation, le dénuement moral et  
matériel, les ruines, la guerre a ap-  
porté son cortège de misères, le re-  
tour à l'esprit de lucre et à l'instinct  
grégaire. Les valeurs morales de  
nos prétendues « élites » se sont  
effondrées, illustrées par le règne du  
marché noir.

Bien pire ! Nous déplorons le vide  
causé par l'absence d'éducation ou-  
vrière de ceux qui ont, aujourd'hui,  
entre vingt et trente ans.

Loin de moi la pensée de jeter la  
pierre aux malheureux qui ignorent  
leur histoire, celle de leur classe, non  
celle de leur « patrie ».

A part une minorité, groupée dans  
les syndicats, Auberges de la Jeu-  
nesse, « Jeunes politiques », com-  
bien connaissent les étapes du mou-  
vement ouvrier. Un militant n'est  
pas nécessairement cultivé pour s'affir-  
mer dans l'action. Toutefois, l'en-  
richissement du savoir procure bien  
des joies et arme efficacement les  
militants dans le dur combat contre  
l'exploiteur.

Pour ne pas gaspiller nos énergies,  
nous devons allier enthousiasme et  
esprit d'organisation.

Sans démagogie, frayons-nous un  
chemin pour présenter notre pro-  
gramme particulier, spécifiquement  
jeune :

— Croissance des congés  
payés pour tous avec un mois mini-  
mum.

— Fondation de « foyers de jeu-  
nes », avec accès aux terrains de  
sport, piscines, bibliothèques, musées,  
caravanes de campeurs, etc...

En un mot, tout faire pour intéres-  
ser nos camarades jeunes inorgani-  
sés, afin d'empêcher les deux églises :  
Rome et Moscou, d'enrégimenter la  
jeunesse au travers de la J.O.C. et  
de l'U.J.R.F.

Les tâches éducatives méritent  
toute notre attention. Notre salut en  
dépend.

Albert SADIK,  
Syndicat des Employés.

## AU JAPON

Comme le faisait prévoir le bul-  
letin des « Trade-Union » du Japon,  
des incidents sont survenus à la Diète  
japonaise, mettant aux prises, vio-  
lemment parfois, les représentants  
du peuple.

C'est le départ de Yoshida pour un  
périple dans les capitales du monde :  
Etats-Unis, Angleterre, France, etc.,  
qui motiva les bagarres annoncées  
discrettement par la presse. Ce voyage  
approuvé par le gouvernement  
américain n'a pas l'heur de satis-  
faire le peuple japonais qui com-  
mence à manifester de l'impatience  
devant la prolongation du M.A.S.  
(Military aid Service) ; en clair, il  
s'oppose à subvenir plus longtemps  
aux frais de l'occupation ennemie.

Devant l'attitude du vaillant peup-  
le japonais, trop longtemps oppri-  
mé, notre voix syndicaliste révolu-  
tionnaire ne peut que crier « bravo » ;  
les épreuves que lui ont apporté les  
progrès de la science, tant par les  
criminels bombardements de 1945,  
que par les récentes expériences du  
Pacific, sont aggravées par l'em-  
prise que manifeste le capitalisme  
américain sur ce pays dont il cherche  
à faire un de ses satellites à  
l'égal de son rival soviétique.

Souhaitons que l'esprit de décision  
de nos camarades japonais triomphe  
de l'hégémonie étrangère.

L. ROUSSEL.

# Propos sur le syndicalisme

Le syndicalisme est-il capable, et dans quelle mesure, d'analyser les conditions d'existence des travailleurs et de mettre la production au service des hommes ?

Telle est la question qui fut soulevée par le « Mouvement Français de l'Abondance » qui, grosso modo, prétendit que le syndicalisme était périmé. Qui ose le nier ? Il est incontestable que le syndicalisme réformiste, étatiste, dictatorial tel que celui de la C.G.T., de la C.F.T.C., de F.O., des Indépendants ou autres Astato - syndicalisme (néologisme barbare) est périmé, pire que cela, ce syndicalisme est un véritable obstacle, un danger permanent pour l'émancipation intégrale des Travailleurs.

En est-il de même du Syndicalisme Révolutionnaire de l'A.I.T. dont la C.N.T. est membre actif ? Au risque de froisser les éternels pêcheurs en eau trouble, nous affirmons que si l'anarcho-syndicalisme n'a pas trouvé jusqu'ici la considération qu'il mérite c'est parce qu'il se heurte à une opposition obstinée qui exclut tout argument objectif. Cette opposition provient d'opinions toutes faites ainsi que d'un subjectivisme intégral, expression d'un état d'esprit strictement personnel qui n'a rien de commun avec une opinion raisonnée, contrôlable, analysable.

A ceux qui nous reprocheront de prendre trop ouvertement parti, nous leur répondrons qu'il est toujours préférable de se laisser guider par des hypothèses qui ne sont pas en contradiction avec les faits observés. En effet, la valeur d'une théorie se juge à la suite des idées et des actions qu'elle inspire et, qu'on le veuille ou non, cette vérité élémentaire confirme l'anarcho-syndicalisme qui n'a pas à craindre le jugement de l'avenir parce que celui-ci s'achemine vers une société plus conforme aux nécessités vitales de tous les humains.

Le passé fourmille d'expériences malheureuses, de désillusions, de déceptions, de trahisons, de ce fait seul l'ordre logique dans la présentation des résultats de nos expériences est une condition première qui nous permettra d'éviter le renouvellement des erreurs. Or l'expérience a tranché le débat, elle nous a démontré que les Partis politiques, religieux, dictatoriaux, ainsi que les Centrales Syndicales Réformistes au service de la politique, de la religion, de la dictature, sont cause de mécontentement, parfois de haine entre ouvriers. N'ayons crainte de le dire, aucun parti politique ou philosophique n'est capable de faire l'unité ouvrière, il en est de même des Centrales Réformistes, bonnes à tout faire au service de l'Etat et des partis. En revanche, l'anarcho-syndicalisme ou Syndicalisme Révolutionnaire qui est, par essence, anti-étatiste, anti-politicien, absolument indépendant, internationaliste, qui préconise la transformation sociale par la destruction intégrale de l'exploitation de l'homme par l'homme, est la seule organisation qui peut et doit réaliser l'unité ouvrière. Dès lors il n'appert qu'il est plus que jamais indispensable de détruire la légende que des gens sans scrupules font circuler au détriment de notre organisation.

« L'affirmation d'un événement est vraie si l'événement est réel. Le vrai est la coïncidence du réel et de l'affirmé, donc une loi n'est loi que lorsqu'elle a été vérifiée, ce qui veut dire

que nous dépendons de l'expérience. » Or l'expérience révèle que tous les êtres humains sans exception ont besoin, pour se perpétuer, de respirer, de se nourrir, de boire, de se reposer, faute de quoi ils dégénèrent puis trépassent. Dès lors il est compréhensible que la société n'a de raison d'être que si elle entraîne le perfectionnement de l'être. En effet, le perfectionnement de l'outil est secondaire, celui-ci doit être perfectionné et employé aux fins d'éviter la peine des hommes et non pas, comme cela se produit dans la société capitaliste où l'homme est, honteusement, sacrifié à l'outil ou à l'argent. Voilà pourquoi lorsqu'on veut comprendre un événement il faut, au préalable, rattacher sa singularité à l'essence exprimée par une loi et parmi les lois scientifiques en voici une qui affirme que, « chez l'homme, pour des raisons bien évidentes, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir des souches pures du point de vue génétique », cela nous permet de dire que la prétendue supériorité des uns sur les autres, de même que la hiérarchie sociale, de classe, de caste, n'est que mythe au service de la spéculation métaphysique. Que l'on songe aux conditions de vie liées aux questions de nourriture, de climat, de sécurité sociale, immédiatement force nous est de reconnaître que l'Etat, le Capitalisme, l'Eglise, par l'entremise de l'école, sculptent dans l'enfant des illogismes tels que Héroïsme, Sacrifice, Obéissance envers des entités mythiques, mystiques, irrationnelles telles que Patrie, Dieu, Dictature, Etat. Ces illogismes créent un confusionnisme mental dangereux et préparent l'enfant devenu adulte aux pires actions. Ainsi, contrairement à ceux qui spéculent sur la bêtise et l'ignorance humaine, nous affirmons que le Héros des champs de bataille est un assassin au même titre que le détresseur qui, pour voler, tue. Tous les deux sont des sadiques inavoués, inavouables. Inutile d'ajouter qu'il en est de même de tout militaire qui, obéissant à des illogismes, tue par devoir ou par crainte d'être tué. Ces faits illustrent le comportement humain et nous donnent l'impression que l'Être est atteint de paramnésie coupable de l'oubli des souffrances endurées au cours des guerres, de révolutions, ou au cours des époques de fascismes noir ou rouge.

C'est vraiment désolant de constater que l'Être s'efforce de satisfaire son besoin de logique par des illogismes et nous voici aux prises avec un illogisme de la dernière heure, la « Sécurité Sociale », qui de plus en plus se transforme en « Exploitation Sociale ». C'est qu'en régime capitaliste, étatiste, tout est subordonné au bénéfice; dès lors la « Sécurité Sociale » se heurte aux intérêts des Grands Administrateurs Industriels et cependant il est incontestable qu'une maladie dite professionnelle est en réalité un « accident du travail » et par conséquent l'ouvrier qui travaille dans des conditions épouvantables, qui est constamment soumis à l'action corrosive des produits chimiques, finira tôt ou tard par subir le choc de la corrosion : goudron, plomb, couleur, aniline, béryllium, amiante, ammoniac, cobalt, métaux en général, et j'en passe, bref la « Sécurité Sociale » est en passe d'appliquer aux accidents du travail un statut d'exclusion, car les docteurs qui conscien-

cieusement devraient, primo, s'efforcer de préserver la santé; secundo, se mettre au service des blessés, prétendent sacrifier ceux-ci à leur intérêt personnel. Voilà pourquoi l'ouvrier, principal intéressé, est toujours exclu du dialogue entre médecin de la « Sécurité Sociale » et celui qui soigne l'ouvrier de sorte que dans cette histoire l'accidenté fait figure d'intrus, cependant il est impossible de faire de la médecine sans tenir compte de la structure sociale dans laquelle le blessé évolue, sans se rendre compte que ce qui importe avant tout c'est... redonner aux blessés toute leur valeur. Mais la société capitaliste étatiste, par ses conflits n'est pas à la mesure de l'homme réel, elle est abstraite, elle ignore l'homme concret ainsi que ses conditions d'existence. Elle est constamment en contradiction avec son idée unitaire de l'homme et le statut contradictoire qu'elle lui donne. Tout ce qui précède prouve que le syndicalisme a du pain sur la planche et confirme qu'il faut retourner au plus tôt aux saines méthodes du Syndicalisme Révolutionnaire. L'expérience a prononcé son verdict : le Syndicalisme Réformiste n'est plus du Syndicalisme, c'est une foire politique où les spéculations métaphysiques, irrationnelles, ont créé l'état désastreux dans lequel la classe ouvrière se débat.

Il est donc très urgent de réagir, de passer à l'action et d'appliquer les principes de l'A.I.T., seule planche de salut pour tous les exploités, les damnés de la terre.

Luc BREGLIANO.

## S. I. A. nous communique

Le Comité National de la Solidarité Internationale Antifasciste, informe les adhérents, Sections et amis de S. I. A. de la formation d'une Section de S.I.A. Canadienne.

En effet, dans une assemblée de camarades idéalistes affinitaires qui a eu lieu le 21 mars 1954, à Montréal, il a été décidé de former une branche de S.I.A., tous les assistants s'étant déclarés d'accord avec les statuts de la Section Française de S.I.A.

Ce Comité National a une correspondance suivie avec les camarades Canadiens depuis janvier 1954, apportant son appui moral et matériel à la réalisation de la Section Canadienne.

Les adhérents de S.I.A. seront informés par la voie de circulaire, de la vie de la S.I.A. Canadienne. Pour le C.N. de S. I. A. Le Secrétaire :

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE  
DU SYNDICALISME  
REVOLUTIONNAIRE  
En vente à la librairie confédérale : 5 fr.



Le Directeur-Gérant :

AKOUN Elie.

SO.FR.IM.,

17, rue de Clignancourt.

## POUR UNE SECTION FÉMININE CENETISTE (C. F. C.)

A mes chères compagnes de lutte, Salut !... vous n'êtes guère nombreuses, hélas ! mais vous représentez « l'élite agissante des Travailleuses Syndicalistes Révolutionnaires ». Aujourd'hui, je vous lance un appel à l'union, pour créer, au sein de la C.N.T., une Section Féminine Cénétiste (S.F.C.) qui œuvrera pour l'émancipation réelle de toutes les travailleuses, en tant qu'êtres mûrs et conscients aux points de vue idéologique et révolutionnaire de classe.

Voici d'abord quatre pensées de base à méditer :

1. « L'ordre n'est pas le fruit de l'autorité, mais de l'organisation » (Proudhon).

2. « La meilleure propagande : c'est l'exemple ! »

3. « C'est l'union dans l'organisation qui fait la force ! »

4. « Sans unité idéologique, pas d'unité organique possible ».

Avoir une idéologie ne signifie pas avoir une appartenance politique. Notre idéologie syndicaliste libertaire milite pour l'émancipation intégrale, en vue de l'affranchissement révolutionnaire de la classe ouvrière de tous ses exploités, mœurs et matériels.

Nous luttons pour instaurer l'économie distributive du véritable communisme, qui dit : « A chacun selon ses besoins... » se différenciant en ceci du socialisme qui dit : « A chacun selon ce qu'il produit ».

Notre unité idéologique ce sera notre identité de vues, de moyens et d'actions à mener en commun, et en coordination parfois avec d'autres organisations : **A LA BASE !**... non pas pour une prise de pouvoir politique par le prolétariat, mais pour la prise de possession de tous les moyens de production, par les travailleurs au profit des travailleurs eux-mêmes !... par la gestion de la production et de la distribution, sans tutelle au-

## De force, nous sommes des révoltés

Suite de la page 2

pable d'autre part de donner une vie réelle, une vie naturelle à ses propres rejetons. Si pour elle un jeune du prolétariat devenant gangster est banal, elle pousse de hauts cris scandalisés et hypocrites quand un J3 bourgeois tue et vole. Et pourtant, elle idéalise un crime celui du patriotisme, dans les mouvements de jeunesse, comme le scoutisme. Elle va jusqu'à l'enrôlement dans cette formation militaire de jeunes que constitue son institution d'enfants de troupe. Elle va jusqu'à l'emprisonnement à vie et l'aliénation complète du cerveau en provoquant chez ces mêmes des vocations de prêtres ou de nonnes.

Nous n'avons pas à faire l'apologie de la haine. Mais cette misère de l'enfance, cette misère de la jeunesse, sont pour nous, jeunes, une raison supplémentaire de combattre ce que nous accusons une fois de plus : le capitalisme.

Bourgeois, ce ne sont plus vos portefeuilles que vous tremblerez un jour, ce sera sur vos privilèges de classes. Et nous espérons simplement que tous ces jeunes de la mouise, se dérochant un jour à votre charité chrétienne ou laïque, prendront part à la lutte finale du syndicalisme : l'instauration d'une société d'hommes libres et égaux. P. MORAIN.

cune : tel sera le rôle des syndicats révolutionnaires, mes chères camarades.

Bien des femmes sont encore en retard sur l'évolution révolutionnaire à cause de l'ambiance où elles ont vécu, et aux conditions difficiles d'une existence indépendante.

Comme on taille une plante pour la faire fructifier : sachons abolir en nous-mêmes toute mesquinerie de pensée, de sentiment et d'action. Sachons donc regarder autour de nous, et penser, d'une façon large, haute, généreuse, altruiste.

Maeterlinck a dit : « En toutes choses, il faut viser plus haut que le but qu'on aspire à atteindre. Ne disons pas : c'est dans la mesure, dans l'honnête moyenne que se trouve toujours la meilleure vérité. Ce serait peut-être vrai si la plupart des hommes ne pensaient, n'espéraient, beaucoup plus bas qu'il ne convient... et c'est pourquoi il est nécessaire que les autres pensent et espèrent plus haut qu'il ne paraît raisonnable : L'honnête moyenne d'aujourd'hui sera prochainement ce qu'il y aura de moins humain. »

A l'origine, le syndicalisme était uniquement et purement révolutionnaire... mais depuis longtemps, les partis politiques, comprenant la force qu'il pouvait représenter, se le sont approprié aux fins de leur propagande spécifique... et le syndicalisme a dégénéré... et le réformisme est apparu.

Malgré tout, Femmes ! sachons que le syndicalisme « Reste un moyen efficace révolutionnaire ».

A nous toutes de savoir l'utiliser pour le bien de l'humanité en marche vers son affranchissement.

Il y a des syndicalistes et il y a des libertaires, mais il y a peu de « syndicalistes libertaires ».

Le syndicalisme libertaire devrait avoir un rôle, une fonction sociale, en plus d'une fonction économique !

Il y a des « syndicalistes réformistes »... qu'est-ce que le réformisme ?... c'est un système selon lequel « le capitalisme se transformera automatiquement dans un régime social et économique nouveau, grâce à l'accumulation graduelle des réformes ».

Or, les réformes n'ont jamais été une solution radicale, et nous savons bien que nos maîtres ne lâcheront pas le pouvoir de bon gré ; mais seulement contraints et forcés par l'Action directe des Travailleurs et des Travailleuses !!

Non ! le syndicalisme n'est pas et ne doit pas être seulement « une organisation pour la défense du bifteck ».

A la S.F.C., pas d'évolutionnisme réformiste !! puisque nous revendiquons « Tout », par l'abolition du patronat et du salariat, par l'expropriation du capitalisme privé ou d'Etat, puisque nous voulons œuvrer pour l'émancipation totale de l'humanité en vue de son affranchissement révolutionnaire !

Femmes !... nous lutterons seulement sur deux points : pour l'émancipation de toutes les femmes et pour une évolution de plus en plus forte de la pensée, et de l'action directe du véritable syndicalisme révolutionnaire.

« Femmes ! nous lutterons avant tout pour notre émancipation intégrale et l'évolution de plus en plus accentuée de notre syndicalisme. » LOLA.

## L'INDEMNITE DE CONGE PAYE AUX GENS DE MAISON DANS LA SEINE

Le « Bulletin Municipal Officiel » a publié un arrêté du Préfet de la Seine fixant les indemnités qui représentent les « avantages en nature » à payer par les employeurs, pendant la durée des congés payés, aux domestiques, gens de maison, serviteurs à gages, etc.

1° Nourriture : l'indemnité journalière par personne sera égale à deux fois le salaire horaire minimum interprofessionnel garanti.

2° Logement : pour une seule personne, 15 francs; pour un ménage de domestiques, 22 fr. 50.

## RELEVEMENT DE L'ALLOCATION SPECIALE AUX VIEUX

Toutes les personnes, non salariées qui, à 65 ans, ou à 60 ans, en cas d'inaptitude au travail, ne peuvent bénéficier d'un régime d'allocation-vieillesse (professions industrielles ou commerciales, artisanales, libérales ou agricoles), ont droit à une allocation spéciale, laquelle remplace l'allocation temporaire dite des « économiquement faibles ».

Le montant de cette allocation étant égal à la moitié du minimum de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, elle se trouve donc portée, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1954, de 28.200 francs à 31.200 francs par an.

De plus, la nouvelle loi élève la limite des ressources annuelles conditionnant le droit à l'allocation de 132.000 francs à 135.000 francs pour une personne seule, et pour un ménage de 180.000 francs à 186.000 fr.

# Ce que tout prolétaire doit savoir

## LE SALAIRE NATIONAL MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI DOIT ETRE STRICTEMENT APPLIQUE

Le Ministère du Travail a, ces temps derniers, ordonné à ses inspecteurs de veiller, avec une particulière attention à la correcte application des textes portant fixation du salaire national minimum interprofessionnel garanti, notamment du décret du 5 février 1954, élevant ce minimum à 115 francs par le jeu d'une indemnité horaire.

Tout d'abord, par circulaire TR 4/54, le Ministère avait insisté sur l'importance de l'arrêt de la Cour de Cassation du 10 décembre 1953, confirmant d'une manière péremptoire le droit au salaire minimum des salariés travaillant aux pièces, au rendement ou à la tâche :

« Le droit au salaire minimum national interprofessionnel garanti des salariés, travaillant aux pièces, au rendement ou à la tâche, se trouve ainsi reconnu de manière péremptoire. »

« Je n'ai pas besoin d'appeler votre attention sur l'importance de cette décision qui met fin définitivement aux difficultés auxquelles avait donné lieu l'application du décret du 23 août 1950 modifié aux travailleurs dont il s'agit, difficultés aggravées par la divergence des décisions judiciaires rendues en cette matière. »

« Il va sans dire que le droit au salaire minimum garanti ne peut être dissocié du droit à l'indemnité horaire qui, en vertu du décret du 5 février 1954, doit se cumuler avec ledit salaire. »

« Le salaire minimum augmenté de l'indemnité constitue en effet le salaire individuel minimum qui doit être payé à tous les travailleurs visés notamment par le décret du 8 septembre 1951 dont la Cour Suprême a jugé qu'il s'appliquait aux salariés rémunérés au rendement. »

Enfin, par circulaire TR 5/54, le Ministre invite les inspecteurs à se montrer très stricts à l'égard des employeurs qui se rendraient coupables d'infractions en dressant procès-verbal à leur encontre après un premier avertissement non suivi d'effet : « Il m'apparaît que pour l'application du décret du 5 février 1954 relatif à la revalorisation des salaires les plus bas, ces contrôles devront revêtir une forme susceptible d'attirer le plus possible l'attention des employeurs et du public sur l'importance qu'attache l'Administration à l'observation des nouveaux taux du salaire minimum. »

« Dès réception de la présente circulaire, je vous demande de consacrer par priorité votre activité des semaines qui vont suivre aux visites d'établissements pour vérifier l'application du décret du 5 février 1954. »

C'est ainsi que plusieurs contrôles devront être organisés, auxquels participeront, en même temps que l'Inspecteur du Travail de la Section dans laquelle est située l'entreprise, l'Inspecteur divisionnaire ou le Directeur départemental du Travail et de la Main-d'Œuvre intéressés. Devront être plus particulièrement visés les Etablissements où des difficultés se sont déjà élevées dans ce domaine. J'appelle d'ailleurs votre attention sur la nécessité dans toute visite d'établissement, quel qu'en soit l'objet principal, de procéder aux mêmes vérifications.

« Il semble que vous pourrez rencontrer, à l'occasion de ces contrôles, plusieurs difficultés déjà portées à ma connaissance :

« 1° Contrats d'apprentissage :

« Des employeurs engageraient, sous de tels contrats, des travailleurs de tous âges dans le but de soustraire les intéressés au champ d'application des textes sur le salaire minimum garanti. Ainsi, des contrats d'apprentissage seraient passés qui ne viseraient pas à une réelle formation professionnelle ou qui s'appliqueraient à des emplois ne nécessitant pas une telle formation. »

« Des pratiques de cette nature sont nettement abusives et il vous appartient, si les employeurs persistent à considérer comme valables de prétendus contrats d'apprentis-

sage, de relever les infractions commises pour non-paiement du salaire minimum garanti. Le procès-verbal devra mentionner tous les éléments de fait susceptibles d'éclairer le tribunal sur la véritable nature du contrat incriminé. »

« 2° Licenciements : « Des mesures de licenciements atteignant principalement les travailleurs âgés seraient prises en raison du rendement moindre des intéressés. — Vous devrez donc être particulièrement vigilants à ce sujet. »

« 3° Abattements sur le salaire minimum interprofessionnel garanti pour les travailleurs à capacité physique réduite :

« Les modalités d'application du salaire minimum garanti à cette catégorie de travailleurs ont été précisées par circulaire du 25 août 1950. Les travailleurs dont les salaires peuvent ainsi être réduits sont ceux qui, en raison d'une incapacité physique notable n'atteignent pas, d'une façon habituelle, le rendement normal des travailleurs de même catégorie, le taux maximum de réduction de 10 % et la proportion de travailleurs visés (10 %) pouvant exceptionnellement, sur décision de l'Inspecteur divisionnaire, être modifiés et fixés à un chiffre plus élevé. »

« Il vous appartiendra de veiller soigneusement à ce que les réductions ainsi demandées, comme celles que vous pourriez constater au cours de vos visites, ne constituent pas pour les employeurs un moyen de se soustraire à l'application du décret. Vous ne devrez tolérer des abattements pour cause de capacité physique réduite que s'ils vous paraissent véritablement justifiés. »

# LE COMBAT

## SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA  
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association  
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :  
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9<sup>e</sup>)

Abonnements 12 numéros : 220 francs  
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.

Changements d'Adresse : 20 francs  
C.C.P. André Raux - 37, rue du Regard - Soisy  
s-Montmorency (S.-et-O.) C.C.P. 233-92 Paris

Paraît tous les 15 jours

La copie doit arriver le Samedi au plus tard

EN BELGIQUE

## GREVES pour la réduction du temps de travail

Ces derniers temps, des grèves eurent lieu dans quelques usines automobiles de la région bruxelloise.

Les ouvriers réclamaient la semaine de quarante heures payées quarante-huit. Ces grèves — dont l'une a duré sept semaines, se sont terminées par un compromis.

L'existence d'un mouvement syndicaliste révolutionnaire dans ces boîtes aurait permis d'obtenir d'autres résultats, mais le but que poursuivaient les grévistes prouve que nos mots d'ordre, même s'ils ne sont pas suffisamment connus, répondent aux aspirations des ouvriers les plus conscients. Certains officiels des syndicats socialistes sont obligés d'avouer que la réduction du temps de travail est « un des meilleurs remèdes au chômage chronique », tout en ayant soin d'ajouter « qu'il faut tenir compte des contingences internationales » ! (sic)

## SUPER TRAVAIL

dans le bâtiment

(Suite de la première page)

Parisien du mois de mai étudia fortement ce fait du travail à tâche, décidée à mener la bataille avec plus d'ampleur. Certains murs montés dans la journée peuvent très bien s'écrouler « accidentellement ». Cette lutte est liée automatiquement aux revendications de la C.N.T., revendications capables d'aboutir par la grève générale illimitée. Mais pour cela, la conscience révolutionnaire du prolétariat doit se réveiller, il y a un gros travail de propagande, d'organisation de nos efforts à effectuer.

Pendant le fait reste là : pour ne pas se trouver au chômage, nous sommes parfois obligés de subir cette forme de travail. Que des camarades se refusent à ce marchandage et restent de longues périodes au chômage, c'est un effort héroïque tout à leur honneur. Ce problème devient plus crucial lorsqu'il y a une famille à nourrir.

Nous subissons, nous n'acceptons pas et luttons. Obligés par cette nouvelle organisation du travail de bosser à tâche, au mètre, au forfait, ne perdons pas les principes qui nous animent, et entre autres celui de l'égalité. L'argent gagné ainsi répartissons-le également entre tous, du garçon au compagnon, à l'exemple de certains de nos camarades. Ne dépassons pas une certaine norme à limiter par toutes les équipes analogues pouvant se trouver sur un chantier, refusons toute heure supplémentaire.

Pour les récalcitrants il y a une certaine méthode d'action directe.

Ce fait du travail à tâche peut trouver, outre les perspectives révolutionnaires pleinement valables des revendications C.N.T., un antidote dans la coopération ouvrière, la collectivisation proposée par des camarades espagnols. Toutes ces perspectives qui tracent un travail d'action et d'étude pour nos prochaines assemblées générales nécessitent un S.U.B. puissant. C'est par notre action coordonnée et toujours plus accrue que les prolétaires, au vrai sens du mot, viendront combattre avec nous. La lourde responsabilité de la C.G.T. dans l'établissement de cette organisation du travail, trahison que nous constatons malheureusement, parfois poussée d'une manière digne de jaunes contre nos militants — de nombreux faits peuvent être cités — cette responsabilité dégoûte de nombreux travailleurs. Sur un plan général, le dernier Congrès du P.C. constate à son dépit la montée de l'esprit anarcho-syndicaliste révolutionnaire dans la classe ouvrière.

Nous ne devons pas être des diviseurs. Mais il nous appartient de combattre toutes atteintes à la lutte révolutionnaire qui doit être celle du prolétariat. Nos divergences internes disparaîtront dans une action toujours plus accrue et coordonnée. Sans cette action commune et solidaire, nous serions à notre tour des fossoyeurs de la montée révolutionnaire du prolétariat. Responsabilité d'autant plus lourde par les principes qui nous animent.

Comme c'est curieux ! Il y a peu de temps, certains camarades qui avaient émis leur opinion à ce sujet, lors de réunions syndicales, furent traités d'utopistes, de diviseurs et autres épithètes habituelles du langage réformiste.

Aujourd'hui, parce que MM. les chefs socialistes sentent qu'un mouvement revendicatif pourrait échapper à leur contrôle, ils voudraient en revendiquer la paternité et mener à nouveau la classe ouvrière sur une voie de garage.

Un fait mérite d'être retenu, c'est que, malgré les trahisons et la propagande empoisonnante des syndicaux, les gens du travail ou du moins les plus lucides essaient de se frayer un passage vers des solutions plus radicales. Sans tomber dans un optimisme démesuré, tout ceci renforce notre volonté de poursuivre et d'accroître le combat que notre petit groupe s'est juré de mener à bonne fin, nonobstant la faiblesse de nos moyens actuels.

Gardons l'espoir que d'autres conflits viendront confirmer la justesse de nos opinions et que les travailleurs les plus conscients, reconnaissant leurs véritables amis, mêleront leur action à la nôtre.

Groupe Syndicaliste  
Révolutionnaire de Belgique.

Pour tous renseignements, écrire à : Guy Badot, Chaussée de Montigny, 77, Gilly.

S.I.A.

## Communiqué

Pour établir une ligne parallèle au développement particulier de S.I.A., il serait nécessaire d'écrire un volume, aussi nous contenterons-nous de faire un bref exposé.

Entre la diversité des lettres symboliques qui ont derrière elles un organisme déterminé, se trouve S.I.A. ces seules lettres signifient pour les adhérents et sympathisants le flambeau de la Solidarité.

La Solidarité Internationale Antifasciste rompt avec toute étroitesse d'esprit, elle va d'une frontière à l'autre pour réaliser une œuvre aussi humaine que solidaire.

Cet organisme, malgré qu'il n'établisse pas des chiffres fabuleux d'adhérents, a une activité digne d'une grande attention, car le résultat des apports de chaque camarade est distribué au malade et au vieillard privé de l'ambiance familiale.

Le dimanche 23 mai dernier, à l'occasion d'une assemblée générale convoquée par la Section locale de Toulouse, nous eûmes l'occasion de vérifier l'importance des dons effectués par le Comité National de S.I.A. pendant le cours des douze mois de gestion.

Quelle que soit la liste des entrées et des sorties, cela est en général peu agréable au camarade qui participe à une Commission de Révision des Comptes, par contre, il en est différemment lorsqu'il s'agit de S.I.A., ici, chaque chiffre signifie une aide possible pour les nécessiteux.

En tant qu'adhérents et membres du Secrétariat local de S.I.A. à Toulouse, nommés dans l'assemblée générale déjà citée nous avons la satisfaction de pouvoir apporter l'aide solidaire à celui qui demande à ce Secrétariat local ou par notre intermédiaire à notre C.N., selon l'importance du cas.

En célébrant notre première réunion, nous saluons fraternellement tous les travailleurs et invitons tous ceux qui sentent le besoin de pratiquer la solidarité, d'adhérer à S.I.A.

Ouvrier, sans distinction de couleur ou de nationalité, d'où que tu sois, si tu es en bonne santé, n'oublie pas que dans chaque hôpital il y a des travailleurs malades et des vieillards. Il y a aussi des hommes qui, luttant pour une humanité meilleure, sont dans les prisons et ont besoin de notre aide.

Pour la Section de S.I.A. de Toulouse: le Secrétaire.

## RESOLUTION SUR L'ORIENTATION (suite de la p. 1)

dérisoires pour ceux qui n'ont pas le nécessaire et à des augmentations bien supérieures pour ceux qui ont déjà le superflu. La C.N.T. pense qu'il faut avant tout améliorer le sort des plus défavorisés et que l'application stricte des coefficients hiérarchiques a pour conséquence de rendre impossible une augmentation substantielle des salaires les plus bas. Elle réclame donc un salaire de base de 35.000 francs par mois (avec la semaine de 40 heures et la suppression des abattements de zones) cette revalorisation étant dégressive jusqu'à 50.000 francs.

Elle déclare que le salaire n'étant pas un revenu, les travailleurs ne peuvent être assujettis à aucune forme d'impôt sur le revenu.

La C.N.T. affirme qu'il faut en finir avec l'ingérence de l'Etat dans la question des salaires. Les travailleurs sont seuls qualifiés pour discuter directement avec leurs employeurs de leur rémunération; tous les débats sordides pour la fixation d'un « minimum vital », toutes les échelles hiérarchiques ne tendent, en effet, qu'à diviser les travailleurs et à faire du syndicalisme un rouage complaisant de l'exploitation capitaliste.

Elle entend utiliser toutes les formes de propagande et d'éducation pouvant contribuer à démasquer les régimes d'exploitation et faire connaître nos solutions.

Face à l'amélioration constante de la productivité et afin de ne pas être dépassé dans ce domaine par le capitalisme, devant l'importance croissante d'une catégorie sociale dite technique ou intellectuelle, la C.N.T. doit tendre à divulguer les données techniques et économiques permettant aux travailleurs de faire face à la gestion d'une société atteignant un développement industriel qui bouleverse la face du monde.

Considérant que la distribution de la production et des richesses à tous les êtres humains de leur naissance à leur mort rend plus que jamais nécessaire l'abolition du patronat, du salariat, de l'Etat.

Qu'il existe actuellement, grâce aux progrès constants des moyens de production tant industriels qu'agricoles, un potentiel d'abondance propre à satisfaire tous les besoins vitaux des hommes.

Que, d'autre part, la conception économique de la distribution en fonction du principe : « A chacun selon ses besoins », précise la pensée du syndicalisme révolutionnaire et doit être l'aboutissement normal de son action, la C.N.T. fait sienne cette théorie et déclare orienter son activité parmi les masses ouvrières dans le sens de l'instauration de ce mode d'économie.

Elle déclare que la distribution des richesses devra être égalitaire, c'est-à-dire faite selon les besoins de chaque individu, et non selon la place qu'il occupe dans la société.

Elle réaffirme, en outre, qu'elle n'attend d'aucune forme de pouvoir la réalisation de ces aspirations profondes de la classe ouvrière et que cette réalisation ne peut être que le fait de l'action directe de celle-ci œuvrant pour son émancipation.

Elle proclame son attachement à la paix et sa volonté de lutter de toutes ses forces contre toutes les puissances et dangers de guerre qui menacent le monde.

## Motion des Syndicats de Grenoble sur le C. D. S. E. et le mouvement Astato-syndicaliste

Le Congrès, après examen de la question C.D.S.E. et Mouvement Astato :

1<sup>o</sup> Dénonce comme incompatible avec nos principes, la participation de camarades à ces deux organismes, en collaboration avec les forces capitalistes.

2<sup>o</sup> S'oppose de toutes ses forces au travail réformiste de ceux qui font le jeu des agents capitalistes.

3<sup>o</sup> Lance un appel à tous les militants révolutionnaires pour qu'ils réagissent comme il se doit.

4<sup>o</sup> Déclare S.I.A. comme seul organisme de solidarité soutenu par la C.N.T.

## LA FOIRE D'EMPOIGNE

Dans notre société actuelle, en France du moins, une curieuse mentalité s'est implantée dans les esprits depuis environ un quart de siècle, mentalité caractérisée essentiellement par une sorte de peur morbide de la vie, par la peur des responsabilités, par une absence quasi-totale du sens moral le plus élémentaire, par la recherche du gain obtenu sans effort et surtout sans risques. Chacun vilipende l'Etat et le dirigisme imbécile imposé par sa caste bureaucratique, chacun moque la gribouillerie des initiatives parlementaires en ce qui touche la vie économique et sociale, mais en définitive c'est à qui sollicitera avec le plus d'ardeur ce même Etat-providence, ces mêmes parlementaires pour en obtenir les bonnes lois, les bons décrets qui lui permettront de faire passer légalement dans sa poche l'argent qui se trouve dans celle du voisin. A titre d'exemples voici quelques recettes utiles.

Vous possédez à la campagne quelques hectares de terrain. Comptant faire une bonne affaire vous semez de la graine de carotte ou encore vous plantez des groseillers sur toute l'étendue de votre domaine. Au moment de la récolte, ne trouvant preneurs que pour une partie seulement vous exigez de l'Etat qu'il vous achète l'autre partie ou qu'il vous dédommage d'autre façon. Pourquoi se gêner, ce sont les autres qui paieront.

Vous êtes industriel, inutile sauf pour l'exportation, et encore, de soigner la qualité du produit; en effet, grâce au contingentement d'une part, aux tarifs douaniers d'autre part, le marché intérieur vous est assuré, le consommateur intérieur est à votre merci, bien obligé d'accepter bon gré mal gré, faute de mieux, ce que vous lui vendez et au prix que vous lui imposez.

Dans un autre ordre d'idées le revendicantisme est à la mode. On revendique non pas par nécessité d'existence comme c'est le cas de ceux des salariés qui n'ont qu'un salaire insuffisant pour vivre; non, on revendique sous n'importe quel prétexte, au nom d'un diplôme ou d'un titre quelconque qui confère un prétendu droit. On revendique non pas une existence décente, on revendique uniquement parce qu'on est père ou mère de famille nombreuse, ancien combattant, ancien prisonnier, ancien déporté, mutilé ou blessé de guerre, ancien ceci ou ancien cela, toutes situations qui n'impliquent pas forcément la privation de moyens d'existence suffisants sans le secours de pensions ou d'allocations. Cette sorte particulière de solidarité sociale constitue un non-sens dans sa forme égalitaire simpliste, car elle aboutit le plus souvent « à donner à celui qui a déjà tandis que l'on ôte, même à celui qui n'a rien » suivant le paradoxe cité par l'Evangile. Qui parmi les anciens n'a pas à l'esprit le ridicule de la retraite du combattant accordé à des millionnaires ainsi qu'aux militaires de carrière.

Les salariés préoccupés uniquement par la défense de leurs salaires oublient trop facilement qu'ils sont aussi consommateurs et plus encore

contribuables et qu'à ce dernier titre ce sont eux seuls qui font les frais de toutes ces largesses, car si l'Etat et les possédants peuvent s'offrir le luxe de chiffrer leurs recettes d'après leurs dépenses, les salariés, eux, ne peuvent établir leur budget personnel ou familial qu'en chiffrant leurs dépenses d'après leurs recettes.

D'où il découle que le travailleur qui revendique à un titre autre que celui de producteur ou d'ancien producteur ne fait de tort en définitive qu'à lui-même ou à de plus défavorisés que lui.

Attachés fermement à notre devise : « A chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » nous dénonçons comme un vol toute ré-

munération accordée aux dépens du corps social à un titre autre que celui de producteur. Il n'est aucunement dans nos intentions d'ouvrir une campagne contre telle ou telle catégorie de pensionnés ou de bénéficiaires d'allocations en tant qu'individus appartenant à cette catégorie, nous nous bornons seulement à poser le principe du droit à la vie de chacun en tant qu'être humain qui n'a sur le plan économique ni plus ni moins de droits que ses semblables.

Dans la société à l'instauration de laquelle nous travaillons il devra n'y avoir ni parias ni prébendiers d'aucune sorte et sous aucun prétexte.

A. BONNEAU.

## L'A.I.T. doit organiser la lutte

(Suite de la première page)  
acharnés antifascistes se prétendent socialistes (quelle dérision), qu'ils se réclament de Léon Blum, champion de la « non intervention », responsable, pour une bonne part, de la défaite du prolétariat espagnol.

Qu'on n'oublie pas non plus que la « démocratie américaine », PERSONNIFIEE PAR SON CAPITALISME RAPACE, n'a d'eux que pour les richesses naturelles du sous-sol de la péninsule et qu'ELLE DESIRE VOIR SE PERPETUER LE REGIME DE FRANCO QUI SERT SES DESSEINS.

Quant aux camarades Espagnols exilés, adhérents aux « syndicats libres », sont-ils obnubilés au point de n'avoir pas conscience de trahir leur propre cause !

Qu'on ne s'y trompe pas ! Tous ces gens-là, au moment opportun, SELON LEURS INTERETS, s'abstiendront, ou se révéleront des ennemis sans scrupules.

Le mouvement émancipateur espagnol n'a, à part ses propres forces, qu'une seule planche de salut qui s'offre à lui : L'A.I.T. La libération de l'Espagne est un problème qui a très largement dépassé le cadre national. L'A.I.T. peut beaucoup et pourra bien plus encore si ses sections progressent.

Nos camarades de la C.N.T. espagnole savent à quel point leur cause est nôtre. Des preuves concrètes de notre attachement à celle-ci leur ont été données.

Pour triompher, il faut, c'est le premier but à atteindre, faire de la C.N.T. française une section qui représente une véritable force, DE CARACTERE REVOLUTIONNAIRE INDENIABLE. Pas un militant espagnol digne de ce nom, n'a sa place ailleurs que dans ses rangs. Ainsi épaulés, tous les espoirs seront per-

mis. Un regroupement total des forces saines du syndicalisme révolutionnaire (DU VRAI) s'effectuera dans notre section.

Quand nous en serons là, ET CELA PEUT SE REALISER RAPIDEMENT, pourra alors être envisagée avec sérénité la réalisation de notre aspiration commune : abattre le tyran et, par extension, si faire se peut, TOUS LES TYRANS !

Raymond FAUCHOIS.

## POOL charbon acier

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

sant de treize à quinze jours dans le Gard et l'Aveyron.

On attribue à l'isolement géographique ainsi qu'à la vétusté d'installations qui n'ont jamais connu une grande prospérité la soudaine gravité de la situation économique dans ces régions où on n'envisage qu'une faible compensation dans l'exploitation du gaz naturel et des éventuels gisements de pétrole.

Le perfectionnement de l'outillage des usines installées dans les centres de production ne permettra pas d'offrir au personnel licencié des emplois dans des lieux éloignés de leur origine; d'ailleurs le problème du logement se présenterait d'une façon aussi aiguë qu'ailleurs. Ce personnel va donc se trouver sacrifié à la concentration des entreprises qui, continuant à réaliser de fructueux bénéfices, viendront en aide aux dirigeants des usines en veilleuse.

Une action est à envisager sur le plan national pour s'opposer à de telles mesures qui frappent toujours ceux qui, par leur effort continu, contribuent au développement des grosses affaires. Une vigilance de tous les instants est nécessaire pour mettre un frein à la façon désinvolte dont on use avec les travailleurs.